

ALERTE SOCIALE !

**les
expulsions
ne sont
JAMAIS
la solution**

**Un an après
l'évacuation du bidonville Truillot,
dans la majorité des cas,
la situation des habitants a empiré :**

**des dizaines de familles
sont à la rue.**

**Tous ensemble
population rom et roumaine, habitant(e)s, militant(e)s**

retrouvons-nous !

**Rassemblement devant le Ministère du Logement
55 rue St Dominique - 75007 Paris**

Mercredi 22 juin 2016 à 17h

Rendez-vous pour un départ collectif

M° Mairie d'Ivry à 16h

Grâce à des luttes acharnées, les habitants, les membres des collectifs de soutien, et les forces progressistes de la ville soutenus par la municipalité et le conseil départemental, ont réussi à arracher des mesures de relogement et de suivi social pour 32 familles à Ivry.

Notre position « Pas d'expulsion sans solutions » reste d'une brûlante actualité, de fait les expulsions ne sont jamais une solution, pour personne.

Que l'État ne veuille pas régler cette situation relève d'une volonté politique délibérée. Celle de fabriquer des boucs-émissaires pour faire oublier le chômage, les inégalités croissantes, les reculs sociaux et autres « Panama papers ».

En traitant les roms de manière indigne, il envoie aux autres citoyens un message d'une tragique antiquité : « C'est le pauvre, l'immigré, le marginal qui est la cause de vos souffrances et de vos frustrations. »

Les mises à l'abri en hôtel social ont montré leur inutilité. Coûteuses et indignes, véritables gâchis social, elles placent les familles dans des difficultés plus grandes encore que celles qu'elles connaissaient sur les bidonvilles.

Il faut d'urgence changer de politique sociale et mettre les moyens financiers dans des alternatives dignes pour les familles, moins coûteuses pour nos institutions :

- aménagement de logements transitoires dans des bâtiments existants inutilisés (type ex-gendarmerie)

- mise en place de structures simples, de type préfabriqués, sur des terrains destinés à une insertion progressive (type villages de l'espoir) ;

- viabilisation temporaire de campements.

Associées nécessairement à un accompagnement social, effectué par des professionnels, ces solutions ont toutes fait leurs preuves. Mettons notre énergie à les mettre en œuvre.

L'État cherche à créer de la colère entre roms, population et associations de soutien, pour diviser, organiser la guerre des pauvres. Il cherche à localiser, à se décharger sur les collectivités territoriales.

Même si ces dernières doivent prendre leur part, seul l'État a les moyens techniques et financiers d'impulser une politique d'accueil. Dans les cas récents des victimes d'inondations, l'État sait mettre en œuvre une politique de solidarité à l'échelle du pays.

Mais pour les roms pas de solidarité de l'État !

À Villeneuve-le-Roi, à Créteil, à Athis-Mons, et ailleurs encore, les roms menacés par les inondations ont été purement et simplement jetés à la rue sans solution de mise à l'abri et leurs maigres affaires systématiquement détruites. Deux familles de l'ex-terrain Truillot, expulsées d'Athis-Mons où elles étaient hébergées, ont heureusement pu bénéficier de l'aide de la mairie d'Ivry et de militants locaux pour se voir affecter un hôtel social à Chilly-Mazarin et s'y rendre.

l'État veut nous disperser, unissons-nous.

Il veut se défaire de ses responsabilités sur les collectivités locales, ne le laissons pas faire.

Nous demandons audience à la ministre du logement pour faire valoir d'autres solutions de vie que l'expulsion et la rue.

